

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société SICO à BLYES
de respecter certaines prescriptions applicables à ses installations**

**La Préfète de l'Ain
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.514-5, L.516-1 et R.515-100 ;
- VU le code de justice administrative, notamment son article R.421-1 relatif aux délais et voies de recours ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, et notamment son article 5 et son annexe V ;
- VU l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2012 modifié autorisant la société SICO à exploiter un établissement à Blyes ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspection de l'environnement du 29 août 2024 référencé 20240624-RAP-UDA-S2-065-EM, établis suite à l'inspection réalisée sur le site le 24 juin 2024 ;
- VU le courrier de l'inspection de l'environnement du 29 août 2024 référencé 20240624-LET-S2-24-066-EM transmettant à la société SICO le rapport d'inspection ainsi que le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et l'informant du délai dont elle dispose pour faire part de ses observations ;
- VU les observations de l'exploitant transmises par courrier du 16 septembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 24 juin 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que la société SICO avait testé son plan d'opérations internes pour la dernière fois le 21 décembre 2022 alors que celui-ci doit être testé tous les ans ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 24 juin 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que le plan d'opération interne de la société SICO ne décrit pas les moyens et procédures à mettre en œuvre pour réaliser les premiers prélèvements environnementaux, ni les moyens nécessaires pour la remise en état de l'environnement en cas d'accident,

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 24 juin 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que le plan d'opération interne de la société SICO ne décrit pas les moyens disponibles en heures non ouvrées pour guider les services d'urgence externes sur le site et mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention,

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 24 juin 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que le plan d'opération interne de la société SICO n'indique pas de personne suppléante pour assurer la fonction de chef des opérations interne ou la fonction transmission/logistique en cas d'absence de la personne titulaire,

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 515-100 du code de l'environnement et de l'article 5 et de l'annexe V de l'arrêté ministériel sus-visé,

CONSIDÉRANT que les manquements constatés sont de nature à compromettre la bonne réalisation des opérations de secours en cas d'accident sur le site de la société SICO à Blyes, établissement classé Seveso seuil bas au titre de la réglementation sur les installations

classées pour la protection de l'environnement,

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SICO de respecter les prescriptions de l'article 5 et de l'annexe V de l'arrêté ministériel susvisé et de l'article R.515-100 du code de l'environnement, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRETE

Article 1 – Mise en demeure

En application de l'article L.171-8.1 du code de l'environnement, la société SICO est mise en demeure, dans le cadre de l'exploitation de son établissement situé à BLYES, de respecter :

- les dispositions de l'article R.515-100 du code de l'environnement relatives au test du plan d'opérations internes (POI), sous un délai maximal de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté,
- les dispositions de l'article 5 et de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, sous un délai maximal de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Frais

Les frais occasionnés par les études, analyses et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3 – Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, et conformément aux dispositions de l'article L.171-8-II du code de l'environnement, s'il n'a pas été déféré à la mise en demeure de respecter les prescriptions techniques à l'expiration du délai imparti, la Préfète de l'Ain pourra arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives prévues au II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 – Recours

Cette décision peut être déférée au tribunal administratif de Lyon, seule juridiction compétente dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Elle peut également être déposée sur le site www.telerecours.fr

En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Article 5 – Publicité

Le présent arrêté sera :

- affiché à la porte principale de la mairie de BLYES pendant une durée d'un mois. Il sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à la disposition du public.
- Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire, à la préfète.
- publié sur le site internet de la préfecture de l'Ain pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 : La secrétaire générale de la préfecture est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- à la directrice de la S.A.R.L SICO – Allée des Combes – 01150 BLYES
 - et dont copie sera adressée :
 - au sous-préfet de BELLEY,
 - au maire de BLYES,
 - au chef de l'Unité Départementale de l'Ain - direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Fait à BOURG-en-BRESSE, le **24 OCT. 2024**

La préfète,

Pour la préfète,

La secrétaire générale,



Virginie GUERIN-ROBINET